



Les politiques et les courses : entre amour et incompréhension .

*Par Hubert Tassin,
Président des PP*



Dimanche, nous allons voter à l'occasion des élections municipales. Ce doit être l'occasion de poser la question des relations du monde des courses avec les responsables politiques à tous les niveaux.

Notre filière est créatrice de richesses, d'emploi, d'activité dans des zones rurales. Les sociétés mères qui organisent les courses *premium* sont perceptrices de taxes: plus d'un milliard d'euros par an. Ce qui représente 1,4 % de l'impôt sur le revenu, près de 2 % de l'impôt sur les sociétés.

La collaboration des dirigeants des hippodromes avec les élus et les administrations est indispensable. Elle est pourtant fluctuante.

Des enjeux économiques, écologiques et sociaux

Les maires les élus locaux en général ont tout à gagner à avoir un hippodrome actif sur leur territoire.

L'hippodrome est un espace vert d'une qualité rare, une zone d'animation, une offre de spectacle et de loisirs au même titre que beaucoup d'autres, et il est meilleur sur bien des points. Pourquoi subventionner le club de football et pas la société hippique du département ?

Vendredi 21 mars 2014 – N° 22

L'hippodrome est par nature un élément de l'aménagement du territoire. Il est porteur de la culture d'un terroir. Dominique de Legge, sénateur d'Ille et Vilaine, conseiller régional de Bretagne (mais aussi maire du Pertre et animateur de son hippodrome) a souvent défendu les courses en affirmant avec raison que soutenir les courses régionales était une action culturelle au même titre que tant d'autres.

A l'autre extrémité de notre carte des hippodromes, le champ de courses urbain est un poumon vert, une surface de loisirs, qui concourt à l'équilibre écologique autant qu'économique et social.

L'hippodrome est de surcroît un pôle économique important. Il génère de l'activité, de la TVA, il fait fonctionner le traiteur, l'imprimeur, ... Lorsqu'il s'agit de courses premium, le reversement au profit des communes, issu du prélèvement institué par la loi de finance (l'amendement Myard / Woerth) atteint des montants très loin d'être anecdotiques.

Sur la base de ces enjeux incontestables, de nombreux élus s'investissent pour aider l'hippodrome: mise à disposition de terrains, subventions d'équipement, prêt de personnel ... En contrepartie, ils utilisent les installations en dehors des journées de courses. Mais de trop nombreux maires et élus locaux ne prennent conscience de la réalité des choses que lorsque l'hippodrome en difficulté menace de disparaître, et parfois trop tard.

Les élus de terrain savent que notre activité permet de générer de recettes et veillent à entretenir des relations concrètes avec les hippodromes. Encore nous faut-il les motiver, les tenir informé de la vie de du champ de courses, les associer aux principaux projets. Et profiter des périodes de campagnes électorales pour essayer d'obtenir des engagements...dont certains seront peut-être tenus.



En revanche en haut de l'échelle du pouvoir la situation est beaucoup moins favorable.

Nos élus au plus haut niveau

Dans les grandes villes, le mauvais exemple vient d'en haut. Non seulement Paris ne subventionne aucune de nos activités, mais a considérablement augmenté les tarifs des baux d'Auteuil et de Longchamp au gré des conventions. Et nous n'en sommes pas mieux considéré si j'en juge par les funestes chantiers qui polluent encore le merveilleux hippodrome d'Auteuil. Quel mépris pour France Galop, contribuable à hauteur de plus de 8 millions d'euros. Quel mépris surtout pour les turfistes qui ne peuvent toujours pas emprunter le tunnel qui relie le métro aux tribunes! Et que dire de la circulation dans le Bois de Boulogne les jours de courses, organisée comme pour empêcher l'accès à nos hippodromes ?

Le maire de Strasbourg peut, lui aussi, faire mine de considérer que l'hippodrome que la France entière identifie comme étant l'hippodrome de Strasbourg est sur la petite commune de Hoerdt pour ignorer notre activité. En pleine campagne électorale le candidat du P.S. à Marseille ne vient-il pas d'annoncer qu'élus il fermerait l'historique hippodrome du Parc Borély (heureusement titulaire d'un bail) ? Les élus de Cagnes, de Craon, de Moulins, et évidemment ceux de Chantilly, Deauville ou Maisons Laffitte et bien d'autres sont d'heureux contre-exemples d'une situation, d'une attitude hélas bien trop méprisante.

Plus on escalade l'échelle du pouvoir, plus il est notable que les courses ne sont pas considérées. Les débats du Comité Stratégique de notre Institution en sont l'illustration. Un plan engageant les sociétés de courses, notamment pour des économies et des restructurations lourdes et contraignantes devait trouver des contreparties en matière fiscale. Il n'y a rien eu. Même le montant de l'enveloppe qui revient aux propriétaires non assujettis à travers le dossier TVA est à la limite de l'aumône. Quand aux structures bureaucratiques européennes, elles ont prouvé par

leur intervention négative sur le dossier de la taxe affectée en quel mépris elles tenaient notre modèle.

Le fait même qu'aucun Président de la République depuis François Mitterrand ne soit venu assister à une épreuve phare de notre sport est le triste symbole de l'état de nos relations et de la considération qui nous est faite.

Lobbying

On ne peut se contenter de ce douloureux constat. Il est plus que jamais nécessaire de définir un plan d'action pour remonter une pente ardue. Nos atouts ne manquent pas. Il faut d'abord s'appuyer sur la base, sur les élus de terrains proches des sociétés de courses régionales. Une des premières forces des courses françaises, ce sont ses 240 hippodromes.

Il faut s'appuyer sur les groupes «cheval» présidés par des parlementaires qui connaissent les courses et faire appel à des cabinets spécialisés pour pénétrer dans les méandres de la Commission Européenne ou les lobbies – souvent britanniques – sont rois.

Les élections doivent être l'occasion de demander des comptes, d'obtenir des engagements. Je sais trop bien ce que valent ces promesses en période électorale, mais aucune occasion ne doit être négligée pour se faire entendre.

N'ayons pas honte de faire, comme toute activité économique du lobbying, au plus haut niveau. Nous avons des atouts à faire valoir. Les 75 000 emplois de la filière, notre milliard de recette fiscale directe, l'animation des territoires, notre participation favorable à la balance commerciale fondée sur l'excellence de l'élevage et de l'entraînement français, ces atouts, nous ne savons pas assez les mettre en valeur auprès de nos décideurs.

Il est temps de déployer une stratégie de lobbying ambitieuse.

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr